

AMENAGEMENT DE PONT DU LOUP

CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE EN TREFONDS

Entre les soussignés :

Commune de GRASSE Représenté par M. le Maire VIAUD Jérôme – Mairie - Place du Petit Puy – 06130 GRASSE

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » ou « le propriétaire du fonds servant »,

d'une part,

Et

ELECTRICITE DE FRANCE, Société Anonyme au capital de 2 084 365 041 euros, dont le siège social est situé à PARIS (8ème), 22-30 avenue de Wagram, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 552 081 317, représentée par Aurélie BLANC dûment habilité à cet effet en sa qualité de Responsable du Département Patrimoine Hydraulique Est Méditerranée et faisant élection de domicile au 300 avenue du Prado, Immeuble le PRADO 13008 MARSEILLE désignée ci-après par le terme « EDF » ou « le propriétaire du fonds dominant »

d'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit.

EXPOSE DES MOTIFS

Electricité De France exploite la chute hydroélectrique du Pont du Loup, dans le département des Alpes-Maritimes, en qualité de concessionnaire, conformément au cahier des charges de la concession approuvée par un décret en date du 4 novembre 1954.

Cet aménagement hydroélectrique a été conçu et réalisé pour la satisfaction du service public incombant au concessionnaire, c'est-à-dire la production d'énergie.

Par application des dispositions du cahier des charges de concession, EDF doit s'assurer de la maîtrise foncière des terrains d'assiette des ouvrages.

Il ressort de l'analyse foncière que la présence d'ouvrages hydroélectriques doit faire l'objet d'une formalisation au moyen d'une servitude idoine avec chacun des propriétaires concernés.

Lors de la constitution du dossier de bornage, EDF a constaté que la présence de la galerie principale et de la galerie Grand et Petit Laquet, sur la propriété de tiers n'avaient pas été formalisées par convention.

EDF s'est donc rapprochée de ces propriétaires pour convenir de la signature d'une convention de servitude actant cette situation.

ARTICLE 1 : OBJET

Commune	Section	Parcelles	Type d'ouvrage	Type de servitude	Dimension
GOURDON	B B	395 555	Galerie d'aménée	Galerie en tréfonds	Entre 2,8 et 3,5 m ²
GOURDON	B B	323 555	Canal d'aménée Grand et Petit Laquet	Canal enterré	Section moyenne 0,6 m ²

GOURDON	B	556	Réservoir souterrain	Bassin en tréfonds	Capacité utile 6500 m3
---------	---	-----	----------------------	--------------------	------------------------

Par la présente convention, le propriétaire consent à EDF une servitude, située sur la (les) parcelle(s) désignée(s) ci-dessous :

Comme représenté sur l'extrait de plan réalisé dans le cadre du bornage de la concession de PONT DU LOUP, qui fera partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 2 : CONSTITUTION DE LA SERVITUDE

La servitude a :

- **pour fonds servant** la (les) parcelle(s) cadastrée(s) :

Commune	Section	Parcelle	Type de servitude
GOURDON	B B	395 555	Galerie en tréfonds
GOURDON	B B	323 555	Canal enterré
GOURDON	B	556	Réservoir souterrain

- **pour fonds dominant** le terrain d'assiette de l'usine de PONT DU LOUP, soit la parcelle cadastrée :

Commune	Section	Parcelle
GOURDON	B	845

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXERCICE DE LA SERVITUDE

Le propriétaire reconnaît au propriétaire du fonds dominant, une servitude réelle et perpétuelle pour les ouvrages cités à l'article « Objet ». Lesdites servitudes d'une dimension d'une section moyenne entre 2,8 et 3,5 m² sur la galerie principale en tréfonds et de section 0,6m² pour le canal secondaire enterré, s'exerceront en toute heure et en tout temps.

EDF assurera l'entretien des ouvrages réalisés à ses frais exclusifs et sous son entière responsabilité.

Le propriétaire du fonds servant conserve la pleine propriété du (des) terrain(s) grevé(s). Il s'engage à s'abstenir de tout fait ou acte de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation des ouvrages.

Il s'engage à n'entreprendre aucune modification, dans la bande de servitude, du profil du terrain ni aucune opération de construction ou d'exploitation qui soit susceptible d'endommager les ouvrages. Il s'abstiendra notamment de tout forage. Il s'interdit d'édifier des constructions durables et d'effectuer des plantations dans la bande de servitude, et prend l'engagement d'imposer cette interdiction à ses ayants droit et ayants cause.

ARTICLE 4 : FACULTE DE SUBSTITUTION DE L'ETAT

Conformément au contrat de concession, l'État se substituera à EDF pour l'application de la présente convention en cas de rachat, de déchéance, et d'expiration du titre administratif de l'aménagement de PONT DU LOUP.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITE

EDF s'engage expressément à n'exercer aucune action contre le propriétaire et à le garantir contre tout recours exercé contre lui à quelque titre que ce soit par des tiers, en cas de dommages de toute nature imputables à l'existence et l'utilisation de la présente servitude.

EDF fera son affaire de toutes les demandes d'indemnités qui pourraient lui être présentées en raison des dommages et accidents mentionnés ci-dessus.

Le présent article ne s'applique pas en cas de faute du propriétaire.

ARTICLE 6 : INDEMNITE

L'ouvrage présent sur la propriété de la Commune de GRASSE n'engendrant aucun préjudice et aucune charge pour le propriétaire qui conserve la libre disposition de la (les) parcelle(s) grevée(s) de servitude, la présente convention est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 7 : ENTREE EN VIGUEUR – DUREE

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa date de signature par les parties.

La présente convention de servitude est consentie à titre de droit réel immobilier.

ARTICLE 8 : AUTHENTIFICATION

La présente convention sera réitérée par acte notarié. Les frais seront alors supportés par EDF.

Dans l'attente de son authentification, la commune s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquerront des droits sur la (les) parcelle(s) citée(s) à l'article 1^{er}.

Dans l'hypothèse d'une aliénation avant la publication de la présente, le propriétaire s'engage à faire reporter l'existence de la présente convention dans l'acte à intervenir.

ARTICLE 9 : LITIGES

En cas de divergences entre le propriétaire et EDF sur l'application de la présente convention, le litige ne devra être porté devant la juridiction compétente qu'après l'échec d'une tentative d'accord constaté au plus tard dans un délai d'un an à partir de la naissance du litige.

Le recours à l'une quelconque de ces procédures ne devra en aucun cas empêcher la réparation effective de dommage jugée nécessaire par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 10 : PIECE JOINTE

Fait partie intégrante de la présente convention et lui demeurera annexé :

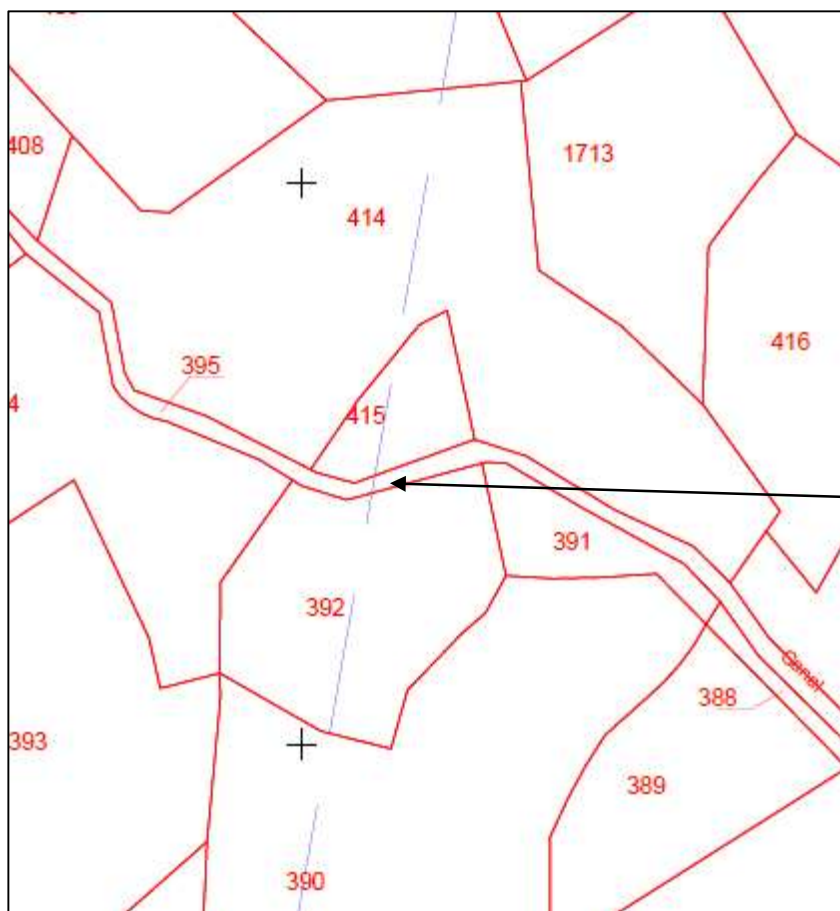
- ↳ Un extrait de plan de la servitude sur fonds cadastral.

Fait en deux exemplaires originaux,

Fait à MARSEILLE, le.....	Fait à....., le.....
<p>Pour EDF</p> <p>Nom : Aurélie BLANC</p> <p>Qualité : Chef de Département Patrimoine Hydraulique Est Méditerranée</p> <p>Tampon & signature :</p>	<p>Pour le propriétaire</p> <p>Nom :</p> <p>Qualité :</p> <p>signature :</p>

Les informations vous concernant sont enregistrées dans un fichier informatisé, elles sont nécessaires à la souscription et la gestion du présent contrat et sont destinées à EDF, ses mandataires et prestataires. Elles sont conservées pendant 99 ans. Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, en justifiant de votre identité, vous pouvez exercer vos droits d'accès, de communication, de rectification, de portabilité, de limitation, d'opposition et de suppression sur ces données, en vous adressant EDF DTEAM CCPFA, Département Expertise Foncier Industriel- 4 rue CM Perroud - 31100 Toulouse. Ces droits peuvent également être exercés auprès du Délégué à la protection des données d'EDF par courrier électronique à l'adresse « informatique-et-libertes@edf.fr ».

EXTRAIT DE PLAN DE LA SERVITUDE SUR FONDS CADASTRAL



Servitude de passage
en tréfonds
Parcelle Section B
n°395

Servitude de passage
en tréfonds
Parcelle Section B
n°555

